ADRESSE

PRÉSENTÉE

A LA CONVENTION NATIONALE,

PAR LES ADMINISTRATEURS DU DÉPARTEMENT DE PARIS;

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS,

Lorsqu'après la mémorable journée du 10 août, le vœu de nos concitoyens nous eut appelés à l'administration, nous fûmes effrayés de la correspondance qui régnoit entre les directoires des départemens & la cour; tous les amis de la liberté s'élevoient alors avec force contre cette coalition anti-révolutionnaire, qui, en corrompant

l'esprit public, avoit porté des coups si funestes à la liberté. Notre premier devoir fut de prendre un arrêté par lequel nous déclarions que, fidèles observateurs des lois, nous nous renfermerions strictement dans les fonctions qui nous étoient déléguées, & que nous n'entretiendrions avec les départemens aucune correspondance étrangère à notre administration; & nous avons tenu notre promesse. Mais une nouvelle conjuration s'élève : les adresses que nous avons reçues de différentes administrations de départemens, & que nous déposons sur le bureau; celles qui vous ont été envoyées, ou que vous avez entendues à votre barre, nous annoncent que des directoires corrompus ou égarés cherchent à séduire leurs concitoyens : ces adresses, qui se ressemblent toutes, portent qu'il existe à Paris un système de désorganisation; que *les agitateurs* y dominent; que la Convention nationale n'est ni libre, ni respectée; & elles annoncent qu'une force armée imposante marche sur Paris, pour mettre à la raison une poignée de factieux, & vous environner de sa toute-puissance. Citoyens, les circonstances sont tellement graves, les inculpations dirigées contre Paris ont un tel caractère de publicité, & les mesures qu'on a prises sont si extraordinaires, que nous serions coupables de garder plus long-temps le silence.

C'est pour la quatrième fois que tous les ennemis de la liberté & de l'égalité ont tenté de soulever tous nos frères des départemens contre les généreux habitans de Paris.



C'étoit pour contenir les factieux que le tyran environnoit Paris de tout l'appareil de la guerre ; c'étoit pour contenir les factieux & les républicains, qu'à son retour de Varennes on vouloit dissoudre les sociétés populaires, opprimer les patriotes, & que leur sang coula au Champ-de-Mars ; c'étoit pour contenir les factieux qu'à l'époque du 20 juin, des directoires corrompus, & rampant au pied du trône, eurent l'impudence de donner au despote, comme le vœu de la majorité des citoyens, le résultat de leurs intrigues & de leur corruption.

Aujourd'hui, le projet paroît le même ; les formes seules sont changées.

Nous ne venons point, Citoyens, démentir des assertions évidemment mensongères ou exagérées, ni repousser les calomnies atroces répandues contre les citoyens de Paris : la justice, la vérité n'ont pas besoin de défenseurs. Ces citoyens ont renversé le despotisme. Ils ont tout sacrifié pour la liberté : voilà leur réponse. Ils ont bien mérité de la patrie ; vous l'avez déclaré : voilà leur récompense.

Nous ne venons point non plus demander comment des directoires & conseils-généraux de départemens ont pu se permettre de lever, de leur autorité privée, une force armée, sous le prétexte de vous servir de garde, quand vous, dépositaires des pouvoirs de la Nation, n'avez pas cru, après une mûre discussion, devoir la

décréter : nous ne venons pas exprimer combien il eſt abſurde, combien il eſt ridicule de dire qu'on veut réprimer la déſorganiſation, maintenir l'unité, l'indiviſibilité de la République, lorſqu'enfreignant toutes les lois exiſtantes, & les pouvoirs qui leur ſont délégués, les adminiſtrations oſent ouvrir des regiſtres d'inſcriptions, recruter publiquement, faire des lois, diſpoſer de la force & de la fortune publique, ſe coaliſer avec tous les départemens, donner le ſignal de l'indépendance, rompre tous les liens de l'unité, & établir de fait le gouvernement fédératif.

Et nous auſſi, nous pourrions, à plus juſte titre, peut-être, nous rendre ici les organes du vœu de nos concitoyens; nous nommés directement par le peuple; nous, les dépoſitaires immédiats de ſa confiance; mais les perſécutions qu'on lui ſuſcite pour prix de ſon courage & de ſa patience, ne nous feront point enfreindre les bornes de nos fonctions; nous n'oublierons pas que, chargés uniquement de l'adminiſtration, nous n'avons aucun caractère de repréſentation, & qu'à lui ſeul appartient le droit d'exprimer ſa volonté.

Mais ce que nous venons vous demander, Citoyens, c'eſt de nous donner les moyens de prévenir le déſordre & la confuſion que ces meſures auſſi illégales qu'inattendues vont jeter dans notre adminiſtration; c'eſt de nous tracer la marche que nous avons à tenir, & de fixer juſqu'à quel point s'étendent, relativement à cette

force armée extraordinaire qu'on nous annonce de toutes parts, & nos devoirs & notre reſponſabilité. L'on envoie à Paris languir dans le repos les défenſeurs de la République, tandis que tous les jours il ſort de notre ſein de nouvelles phalanges pour marcher à l'ennemi.

Citoyens, après vous avoir parlé comme adminiſtrateurs, nous venons comme citoyens vous déclarer (& nous ſommes sûrs que nos concitoyens ne nous déſavoueront pas) que nous irons au-devant de nos frères, pour les ſerrer dans nos bras & remplir envers eux tous les devoirs de la fraternité ; leur erreur ne ſera pas de longue durée : ils retrouveront encore les hommes du 14 juillet & du 10 août : réunis & confondus dans les mêmes ſentimens, nous jurerons tous enſemble guerre aux tyrans, guerre aux calomniateurs, unité, indiviſibilité de la République, nul maître que la loi ; amitié éternelle entre tous les citoyens de la République.

Regnier, préſident ; Deſauſſettes, Cournand, Bazard, Lieudon, Maire, Berthelot, procureur-général-ſyndic ; Lachevardiere, Collin, Momoro, Billaudel, Petit, Grenard, Guiard, Baudoüin, Bezot, Hutin, Lefevre, Niſard, Reverand, Creſpin, Guenin, Collieu, Pelfreſne, Cauconnier, Nicoleau, Righi, Deſurgy, Leblanc, Salmon, Raiſſon, ſecrétaire ; Garnon, Lefebvre, Damoye, Dameſme, jeune ; Jannin.

RÉPONSE DU PRESIDENT.

Si des agitateurs, répandus dans Paris, ont inſpiré quelques alarmes, la Convention nationale a été bien raſſurée par le zèle des citoyens de Paris, auxquels elle n'a jamais fait l'injure de les confondre avec ces hommes perfides qui cherchent à les égarer ; elle l'a été encore par le patriotiſme des citoyens des départemens, qui ſeul a excité en eux le deſir de venir fraterniſer avec les hommes du 10 août. La Convention nationale examinera votre adreſſe, & s'occupera de régler les mouvemens ſur leſquels vous avez appelé ſon attention. La Convention vous invite aux honneurs de la ſéance.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.